

Investissement Canada—Loi

La situation du Canada n'est évidemment pas comparable à celle de l'Afrique du Sud, mais cet exemple extrême démontre que l'investissement étranger n'est pas seulement de nature économique mais qu'il touche aussi les dimensions sociales, culturelles et écologiques des pays où sont faits les investissements. C'est pourquoi nous regrettons vivement l'approche de ce projet de loi à l'égard de l'investissement étranger.

Comme je l'ai dit à propos des amendements précédents qui ont été proposés par notre parti, nous voudrions que le gouvernement indique dans son projet de loi son désir d'exercer son jugement au lieu de partir du principe que tout l'investissement étranger était bénéfique. Nous voulons que le gouvernement comprenne, d'après l'expérience des autres pays et la nôtre, que tous les investissements ne sont pas bénéfiques et que toute la technologie ne l'est pas non plus. Le gouvernement nous empêche d'exercer ce jugement. Non seulement il rend la chose impossible, mais il affirme qu'il n'est pas souhaitable de le faire.

Les progressistes conservateurs disent souvent que nous sommes ouverts au commerce. Qu'est-ce que cela veut dire? Compte tenu de ce que le gouvernement a fait jusqu'ici et de la teneur de cette mesure, cela veut dire, selon moi, qu'il s'agit d'envoyer des signaux encourageants aux investisseurs. Malheureusement, le gouvernement manifeste son attitude envers les travailleurs et les relations syndicales patronales en retardant la modification de la partie IV du Code du travail. En ce qui concerne l'environnement, il a annulé les programmes de recherche et de contrôle pour faire comprendre à ceux qui désirent investir chez nous qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent de notre environnement sans que le gouvernement n'intervienne. En ce qui concerne les programmes sociaux, le gouvernement leur fait comprendre qu'il est plus disposé à s'attaquer à l'universalité qu'à réformer le régime fiscal et à percevoir des recettes qui l'aideraient à combler le déficit sans qu'il soit nécessaire de s'attaquer aux programmes sociaux.

Même si le gouvernement semble avoir commis une série d'erreurs dans ces domaines, tous ces actes forment néanmoins un tout cohérent. Les autres mesures prises par le gouvernement s'inscrivaient dans une politique, mais ce projet de loi est la mesure législative qui correspond le mieux à sa stratégie globale. Par conséquent, il est capital que les Canadiens suivent de près ce débat fondamental quant à la place que nous devons occuper dans la communauté économique.

Selon notre parti, nous aurions tort de capituler et de livrer une concurrence acharnée aux autres pays suivant la tendance internationale. Nous devrions résister à cette tendance et aspirer à un nouvel ordre économique international dans lequel les pays n'auront pas à rivaliser d'obséquiosité vis-à-vis des investisseurs pour obtenir des emplois.

[Français]

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, les amendements que nous débattons aujourd'hui se rapportent au pouvoir du ministre responsable de l'administration de cette future agence d'Investissement Canada.

Notre amendement veut élargir le champ d'action afin que les différents ministères et agences puissent avoir de l'information pour leur donner des moyens pour stimuler les investissements canadiens au Canada.

Le premier souci de ce gouvernement, c'est d'ouvrir la porte aux investisseurs étrangers pour venir investir au Canada. Son premier geste comme gouvernement a été de présenter une loi pour faciliter la prise de contrôle des marchés canadiens en leur permettant de venir investir chez nous, sans leur poser de questions sur leurs intentions, ni sur leurs plans d'action.

Bien sûr que nous devons encourager les placements étrangers au Canada. Nous ne refusons pas des capitaux, à condition que pendant qu'ils exploitent nos marchés et nos ressources, ils contribuent au développement socio-culturel et économique du pays.

Est-ce que l'honorable ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) serait prêt à accepter des gens chez lui, pour vivre dans sa maison sans savoir d'où ils viennent, ce qu'ils font et ce qu'ils ont l'intention de faire?

Étant donné qu'il doit partager sa maison avec ces gens, est-ce qu'il ne s'assurerait pas que ce partage sera bénéfique pour lui et que ses cohabitants, participant à l'amélioration de sa propriété et non à sa détérioration?

Je suis sûr que l'honorable ministre, avant de partager sa maison avec des étrangers aurait consulté les membres de sa famille. Et s'il décidait que pour lui, c'est avantageux de cohabiter avec quelqu'un d'autre, il s'informerait auprès de ses amis, parents et connaissances afin de trouver un cohabitant local au lieu d'un étranger.

Est-ce que le ministre, avant de se préoccuper des investisseurs étrangers, s'est préoccupé des investisseurs canadiens? Quel projet de loi encourageant l'investissement canadien avons-nous reçu en huit mois de gouvernement progressiste conservateur? Aucun, monsieur le Président! Au contraire, le gouvernement progressiste conservateur pour décourager l'investissement canadien a augmenté la taxe de vente, le prix de l'essence et le taux des primes d'assurance-chômage, mesures qui augmentent les coûts directs aux entreprises. Ce sont là les premiers gestes du gouvernement progressiste conservateur pour décourager les investisseurs canadiens. Et voilà que maintenant ils nous proposent une nouvelle loi qui s'appelle «Investissement Canada», non pas pour les investisseurs canadiens, mais pour les investisseurs étrangers, pour leur donner tout le champ libre pour réduire l'esprit d'entrepreneurship qui s'était créé chez nos jeunes, nos jeunes qui étaient assurés avec l'AEIE que leurs efforts étaient protégés. Car même si on encourageait les capitaux étrangers, nous nous assurerions que le tout était sous contrôle canadien et que l'entreprise canadienne était protégée.

Monsieur le Président, nos statistiques nous disent que les Canadiens réalisent deux fois plus d'économies que nos amis du Sud. Donc, si on a assez d'argent chez nous, pourquoi n'encourageons-nous pas les nôtres à investir dans nos entreprises?

Nous tous, nous savons que nos petites entreprises créent la majorité de nos emplois, mais pourquoi n'encourageons-nous pas les Canadiens à investir dans nos petites entreprises afin de créer les centaines de milliers d'emplois dont on a besoin pour nos jeunes?